



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PROVENCE- ALPES-  
CÔTE D'AZUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**AIDE A LA COMPOSITION D'UNE DEMANDE  
D'AUTORISATION D'EXERCER LA PROFESSION  
DE TRANSPORTEUR PUBLIC ROUTIER**

Ce document a été élaboré dans le but d'aider les entreprises qui souhaitent exercer la profession de transporteur public routier à composer le dossier à l'appui de leur demande d'autorisation. Il ne constitue pas une liste exhaustive et l'administration se réserve le droit de demander, en cours d'instruction, tout justificatif nécessaire à la bonne appréciation des obligations incombant au demandeur.

La demande d'inscription doit être faite en ligne à partir du lien suivant : <http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/je-demande-une-autorisation-d-exercer-a12566.html>

En cas de demande de complément par l'administration et à défaut de réponse dans le délai imparti, la demande sera classée sans suite ; les demandeurs sont invités à consulter régulièrement l'état de leur demande.

Le délai réglementaire de traitement des demandes d'autorisation d'exercer est de 3 mois, prorogeable d'1 mois si le dossier est incomplet.

**AVERTISSEMENT** : est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende le fait de présenter sciemment de faux renseignements à l'occasion d'une enquête relative aux conditions d'inscription aux registres ou à la délivrance de titres administratifs d'exploitation des véhicules (art L.3452-9 du code des transports).

En application des articles R.3113-3 et R.3211-7 du code des transports, le préfet de région délivre à l'entreprise une autorisation d'exercer la profession lorsqu'elle satisfait aux exigences d'établissement, d'honorabilité professionnelle, de capacité financière et de capacité professionnelle.

### ÉTABLISSEMENT

#### Pièce(s) à produire

Dans tous les cas	<input type="checkbox"/> Attestation du représentant légal relative au lieu de conservation des documents administratifs et de contrôle <input type="checkbox"/> Attestation du représentant légal relative au lieu abritant les équipements administratifs nécessaires à l'exploitation de l'activité <input type="checkbox"/> Attestation du représentant légal relative au lieu abritant les installations techniques appropriées à l'exploitation de l'activité (sauf si 1 seul véhicule léger) ou copie du/des contrat(s) de maintenance <input type="checkbox"/> Déclaration du représentant légal relative au parc de véhicules affectés à l'activité
Entreprise propriétaire	<input type="checkbox"/> Justificatif de propriété au nom de l'entreprise
Entreprise locataire	<input type="checkbox"/> Bail commercial
Entreprise hébergée	<input type="checkbox"/> Convention de mise à disposition de locaux <input type="checkbox"/> Justificatif de jouissance de l'entreprise mettant à disposition les locaux
Entreprise domiciliée	<input type="checkbox"/> Contrat de domiciliation <input type="checkbox"/> Agrément de l'entreprise de domiciliation
Entreprise domiciliée au domicile de son représentant légal propriétaire	<input type="checkbox"/> Justificatif de propriété des locaux du responsable légal <input type="checkbox"/> Autorisation du syndicat des copropriétaires ou du représentant de l'ensemble immobilier le cas échéant ; en cas de refus, courrier de notification au syndicat des copropriétaires ou au représentant de l'ensemble immobilier de l'intention d'installer le siège de l'entreprise pour une durée maximale de 5 ans
Entreprise domiciliée au domicile de son représentant légal locataire	<input type="checkbox"/> Quittance de loyer du mois échu <input type="checkbox"/> Autorisation du bailleur ; en cas de refus, courrier de notification au bailleur de l'intention d'installer le siège de l'entreprise pour la durée du contrat, sans excéder 5 ans
Entreprise domiciliée au domicile de son représentant légal hébergé	<input type="checkbox"/> Attestation d'hébergement de l'hébergeur <input type="checkbox"/> Pièce d'identité de l'hébergeur <input type="checkbox"/> Justificatif de jouissance des locaux (quittance de loyer ou justificatif de propriété) <input type="checkbox"/> Autorisation du bailleur, du syndicat des copropriétaires ou du représentant de l'ensemble immobilier ; en cas de refus, courrier de notification au bailleur, au syndicat des copropriétaires ou au représentant de l'ensemble immobilier de l'intention d'installer le siège de l'entreprise pour une durée maximale de 5 ans

### HONORABILITÉ PROFESSIONNELLE

#### Pièce(s) à produire

Dans tous les cas	<input type="checkbox"/> Copie d'une pièce d'identité en cours de validité de chacune des personnes physiques concernées (responsable légal, gestionnaire de transport) <input type="checkbox"/> Extrait Kbis des personnes morales concernées (responsable légal, entreprise)
Personnes résidant à l'étranger ou établies en France depuis moins de 5 ans	<input type="checkbox"/> Document équivalent au bulletin n°2 du casier judiciaire datant de moins de 3 mois délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente de l'État ou des États dans le(s)quel(s) la personne physique concernée réside ou résidait <input type="checkbox"/> Ou, à défaut, attestation de moins de 3 mois délivrée par une autorité judiciaire ou administrative compétente de l'État ou des États dans le(s)quel(s) la personne physique concernée résidait habituellement, certifiant que la condition l'honorabilité professionnelle est remplie <input type="checkbox"/> Ou, à défaut, déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle datant de moins de 3 mois faite par la personne physique concernée devant une autorité judiciaire ou administrative compétente ou, le cas échéant, devant un notaire dans l'État où elle résidait habituellement

**CAPACITÉ PROFESSIONNELLE**

**Pièce(s) à produire**

Dans tous les cas	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Déclaration d'adresse (à renseigner dans le formulaire d'inscription)</li> <li><input type="checkbox"/> Attestation de capacité professionnelle conforme à l'objet social de l'entreprise et délivrée par un pays de l'Union européenne, accompagnée d'une traduction officielle le cas échéant</li> <li><input type="checkbox"/> Délégation de pouvoirs et de signatures signée par le(es) représentant(s) légal(aux) et expressément acceptée par le GT, <u>si le GT n'est pas mandataire social ou si le mandat social ou le contrat de travail ne prévoit pas une telle délégation</u></li> </ul>
En fonction du statut du gestionnaire de transport (GT) dans l'entreprise	<b>GT propriétaire (titulaire de plus de 100 % des actions/parts de la société) :</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Statuts de l'entreprise</li> <li><input type="checkbox"/> Liste des souscripteurs au capital social faisant apparaître la répartition des apports</li> <li><input type="checkbox"/> Pour les entreprises préexistantes à la demande d'inscription au registre : liasse fiscale complète faisant apparaître la composition du capital social</li> </ul>
	<b>GT majoritaire (titulaire de plus de 50 % des actions/parts de la société) :</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Statuts de l'entreprise</li> <li><input type="checkbox"/> Liste des souscripteurs au capital social faisant apparaître la répartition des apports</li> <li><input type="checkbox"/> Pour les entreprises préexistantes à la demande d'inscription au registre : liasse fiscale complète faisant apparaître la composition du capital social</li> <li><input type="checkbox"/> Procès-verbal de désignation signé par le(s) responsable(s) légal(aux) accepté par le GT associé listant ses missions (voir les articles R.3113-43 pour le transport de personnes et R.3211-43 pour le transport de marchandises) et <u>fixant une rémunération spécifique fixe ou proportionnelle au chiffre d'affaires ou aux bénéfices ou combinant les deux</u></li> </ul>
	<b>GT égalitaire ou minoritaire (titulaire de 25 à 50 % des actions/parts de la société<sup>1</sup>) :</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Statuts de l'entreprise</li> <li><input type="checkbox"/> Liste des souscripteurs au capital social faisant apparaître la répartition des apports</li> <li><input type="checkbox"/> Pour les entreprises préexistantes à la demande d'inscription au registre : liasse fiscale complète faisant apparaître la composition du capital social</li> <li><input type="checkbox"/> Procès-verbal de désignation signé par le(s) responsable(s) légal(aux) accepté par le GT associé listant ses missions (voir les articles R.3113-43 pour le transport de personnes et R.3211-43 pour le transport de marchandises) et <u>fixant une rémunération spécifique chiffrée au moins égale au 1<sup>er</sup> niveau de cadre prévu par la <a href="#">convention collective nationale des transports routiers et activités auxiliaires du transport</a></u></li> </ul>
	<b>GT salarié :</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Contrat de travail à temps complet signé par l'entreprise et le GT listant ses missions (voir les articles R.3113-43 pour le transport de personnes et R.3211-43 pour le transport de marchandises) et <u>fixant une rémunération au moins égale au 1<sup>er</sup> niveau de cadre prévu par la <a href="#">convention collective nationale des transports routiers et activités auxiliaires du transport</a></u> ; en cas de recours à un temps partiel, qui ne saurait être inférieur à 104h/mois et 26h/semaine, l'Administration appréciera si la quotité de temps de travail est suffisante pour assurer la direction permanente et effective de l'activité transport</li> <li><input type="checkbox"/> Attestation d'affiliation à une caisse de retraite des cadres</li> </ul>	
<b>GT dans le cadre d'un groupe d'entreprises, au sens de l'article L233-1 du code de commerce :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Acte liant le GT à la société mère ou à l'une des filiales (contrat de travail, PV de désignation pour le GT associé/actionnaire, liasse fiscale complète faisant apparaître la composition du capital social pour le GT propriétaire)</li> <li><input type="checkbox"/> Convention de mise à disposition signée entre la société mère ou la filiale qui emploie le GT ou qu'il dirige et la filiale</li> </ul>	
<b>GT prestataire externe :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Contrat de prestation de services conclu entre l'entreprise et le prestataire individuel ou salarié dans une entreprise de prestation de services précisant de façon détaillée la description, la quantification et la valorisation en temps passé des missions confiées à la personne désignée</li> <li><input type="checkbox"/> Extrait Kbis du prestataire individuel ou de l'entreprise de prestation</li> <li><input type="checkbox"/> Attestation d'affiliation à la sécurité sociale en qualité d'indépendant</li> </ul>	

1 En deçà de 25 %, le GT devra recourir à un contrat de travail

**AIDE A LA COMPOSITION D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXERCER LA PROFESSION DE TRANSPORTEUR PUBLIC ROUTIER**

En fonction de l'activité du gestionnaire de transport (GT) hors de l'entreprise  <i>Attention : seuls ces 4 cas de cumuls d'emplois sont autorisés</i>	<b>GT majoritaire dans une autre entreprise (titulaire de plus de 50 % des actions/parts de l'autre entreprise) :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Liasse fiscale complète faisant apparaître la composition du capital social de l'autre entreprise</li> <li><input type="checkbox"/> Pour les entreprises n'ayant pas clôturé leur premier exercice : les statuts et la liste des souscripteurs au capital social faisant apparaître la répartition des apports</li> </ul>
	<b>GT prestataire externe déjà lié par un contrat de prestation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Attestation du prestataire précisant le nom de l'entreprise pour laquelle il est déjà employé et le nombre de copies de licence détenues</li> </ul>
	<b>Employé dans une autre entreprise de transport (en qualité autre que celle de GT) :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Attestation de non-concurrence de l'employeur</li> </ul>
	<b>Employé dans une autre entreprise sans lien avec le transport :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Attestation de l'employeur précisant qu'il a connaissance de l'activité de gestionnaire de transport de son salarié</li> </ul>
	Si le gestionnaire de transport (GT) n'a pas exercé les fonctions de GT au cours des 5 dernières années
Si le gestionnaire de transport (GT) réside loin du siège de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> tout document permettant de prouver qu'il peut intervenir à tout moment, de façon effective et permanente dans l'entreprise (ex : documents internes publiés, lettre de mission, recensement des outils informatiques...)</li> </ul>

**CAPACITÉ FINANCIERE**

**Pièce(s) à produire**

Entreprise en cours de création ou n'ayant pas encore clôturé leur premier exercice comptable	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Statuts à jour de l'entreprise</li> <li><input type="checkbox"/> Certificat de dépôt de fonds auprès d'une banque, de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un notaire datant de moins de 3 mois dans le cas d'un apport en numéraire</li> <li><input type="checkbox"/> Factures des biens (+ carte grise du/des véhicules) si apport en nature &lt; 30 000 euros</li> <li><input type="checkbox"/> Rapport du commissaire aux apports si apport en nature &gt; 30 000 euros</li> <li><input type="checkbox"/> Garantie bancaire le cas échéant</li> <li><input type="checkbox"/> Pour les entreprises individuelles : tout élément factuel justifiant de la mobilisation de capitaux à hauteur de la capacité financière exigible (ex : attestation bancaire, extrait de compte...)</li> </ul>
Entreprise préexistante	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Statuts à jour de la société</li> <li><input type="checkbox"/> Liasse fiscale du dernier exercice comptable certifiée, visée ou attestée par un expert-comptable, un commissaire aux comptes, un centre de gestion agréé ou une association de gestion et de comptabilité</li> <li><input type="checkbox"/> Pour les micro-entreprises n'ayant pas opté pour un régime réel d'imposition (normal ou simplifié) : comptes annuels comprenant le bilan et le compte de résultats</li> </ul>
	<b>En cas d'augmentation de capital social :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Procès-verbal d'assemblée générale décidant de l'augmentation de capital social (visé par les services fiscaux en cas d'apport en nature)</li> <li><input type="checkbox"/> Certificat de dépôt de fonds auprès d'une banque, de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un notaire datant de moins de 3 mois dans le cas d'un apport en numéraire</li> <li><input type="checkbox"/> Justificatif d'apport en nature (ex : factures) dans le cas d'un apport en nature &lt; 30 000 €</li> <li><input type="checkbox"/> Rapport du commissaire aux apports dans le cas d'un apport en nature &gt; 30 000 €</li> <li><input type="checkbox"/> Mission d'expertise comptable dans le cas d'une augmentation par incorporation du compte courant d'associé ou des réserves</li> </ul>